

Fiche N°2 : La Directive « Oiseaux »

A) **Présentation générale**

- C'est la directive du Conseil C.E.E. n° 79/400 du 2 avril 1979.
- Elle concerne « la conservation des oiseaux sauvages ».
- Elle a été publiée au JO des CE n° L103/1 du 25 août 1979.
- Cette directive est applicable à tous les Etats membres de la Communauté européenne depuis 1981 :
 - Décalage de 2 ans entre la publication de la directive et son application dans chaque Etat membre de l'Union européenne (27 au total en 2009) en raison de temps nécessaire à la retranscription dans le droit national.
 - Les nouveaux pays membres qui ont adhéré à l'UE depuis l'application de la directive sont automatiquement concernés (mais leur adhésion peut alors entraîner une modification des listes).
- Cette directive « oiseaux » a été modifiée à plusieurs reprises depuis sa création par plusieurs textes de directives ultérieures : 91/244, 94/24, 97/49...
- Les raisons des modifications sont le plus fréquemment l'évolution du statut d'une espèce (ex : cormoran...).
- Les objectifs de la directive =

- « Protéger toutes les espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen » (pays membres de la Communauté européenne)
- Assurer la régulation et la gestion de leurs populations et de leurs habitats
- Réglementer leur exploitation (chasse...).

- D'une manière générale, la directive s'applique =

- Aux espèces aviaires (oiseaux)
- A leurs œufs
- A leurs nids
- A leurs habitats

Préservation des aires =

- De reproduction
- De mue
- D'hivernage
- De migration

- Comme il s'agit d'une directive européenne, il y a obligation pour tous les Etats membres =

- De prendre toutes les mesures nécessaires (spécifiées dans la directive)
- Afin de préserver, maintenir ou rétablir une diversité et une superficie suffisantes d'habitats pour les oiseaux vivants à l'état sauvage.

B) **Les annexes : les listes d'espèces**

- La directive « oiseaux » concerne la conservation de toutes les espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen des Etats membres (Cf. Article 5).
- Mais toutes les espèces ne sont pas dans la même situation, ne connaissent pas les mêmes difficultés de renouvellement de leurs effectifs, de disparition de leur habitat...
- C'est pourquoi il est établi dans la directive, des annexes qui présentent des espèces avec différents statuts et donc différentes modalités de prélèvements, de réglementation...

① **Annexe I**

- C'est la protection la plus forte.
- C'est la liste des espèces d'oiseaux les plus menacées de la Communauté.
- Toutes les espèces inscrites dans cette liste doivent faire l'objet de mesures de conservation spéciale concernant l'habitat (Cf. Ci-après ZPS).
- L'objectif est d'assurer leur survie et leur reproduction dans leur aire de distribution (Cf. Article 4).
- Les espèces concernées sont = (critères retenus dans la directive)

- Des espèces menacées de disparition ;
- Des espèces vulnérables à certaines modifications de leurs habitats ;
- Des espèces considérées comme rares parce que leurs populations sont faibles ou que leur répartition locale est restreinte ;
- D'autres espèces nécessitant une attention particulière en raison de la spécificité de leur habitat.

- A ce jour, 181 espèces sont inscrites sur cette liste.
- Pour chacune, une fiche est réalisée par la DG : « Environnement et sécurité nucléaire » de la Commission européenne.
- Sur la base de cette liste, chaque Etat membre fait l'inventaire des sites les plus appropriés pour la conservation de ces espèces.
- Il identifie leur nombre et leur superficie.
- Pour cela, il va s'appuyer, entre autres, sur la procédure des inventaires ZICO ou Important Bird Area (IBA) : Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (Cf. Cours sur les outils de connaissance et d'inventaires).
- Il les classe ensuite en Zones de Protection Spéciale (ZPS).
- Dans chaque ZPS, l'Etat membre doit alors prendre toutes les dispositions et mesures nécessaires pour protéger les espèces de l'annexe I.
- 2006 = 201 ZPS en France (dont de nombreuses zones humides).

- Dans certains cas, il s'agissait d'espaces bénéficiant déjà d'un statut de protection : RNN, RNR, RNCFS, RCFS, APPB, sites classés, PN...
- Dans d'autres cas, de telles mesures ont été mises en place en application de la directive européenne, ou bien il y a eu des chartes contractuelles sur ces espaces, des conventions de gestion de type MAE...

- Effets de la mesure =
 - A l'intérieur des ZPS, des mesures renforcées de conservation doivent être prises et l'exercice de la chasse doit être réglementé (liste d'espèces, périodes, méthodes...).
 - Toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour éviter les perturbations des oiseaux (pollution, la détérioration des habitats...).
- Des associations, des particuliers... peuvent porter plainte contre leur pays et saisir la cour européenne de justice si la directive n'est pas respectée.
- Les mesures que doivent mettre en œuvre les Etats sont énumérés à l'article 3 :

- Création de zones de protection ;
- Entretien et aménagement conformes aux impératifs écologiques des habitats se trouvant à l'intérieur et à l'extérieur des zones de protection ;
- Rétablissement des biotopes détruits ;
- Création de biotopes.

- Remarque importante = cela concerne les espèces migratrices non visées à l'annexe I
 - Elles doivent faire l'objet de mesures similaires que les espèces inscrites à l'annexe I
 - Il faut que leur venue soit régulière
 - Elles ont des besoins particuliers du point de vue des aires de reproduction, de mue, d'hivernage et des zones de relais dans leur aire de migration.
 - Une importance particulière est attachée aux zones humides (notamment celles d'importances internationales)
- Autre remarque importante :
 - Certaines ZICO sont appelées à devenir des ZPS dans le cadre de la directive « oiseaux ».
 - Pour cette raison on les appelle parfois : zones d'intérêt communautaire pour la conservation des oiseaux (au lieu de : zones importantes pour la conservation des oiseaux).
 - Mais toutes les ZICO ne deviendront pas forcément des ZPS.
 - De même qu'une ZPS ne couvre pas forcément la totalité d'une ZICO.

② Annexe II

- Elle énumère les espèces qui peuvent être l'objet « d'actes de chasse » dans le cadre de la législation nationale en vigueur.
- Mais les Etats membres doivent alors veiller à ce que la chasse de ces espèces ne compromette pas les efforts de conservation entrepris dans leur aire de distribution.
- Les espèces listées dans l'annexe II le sont en raison :
 - De leur niveau de population
 - De leur distribution géographique
 - De leur taux de reproductivité
 } dans l'ensemble de la Communauté européenne

- Il y a 2 parties distinctes à l'annexe II :

→ L'annexe II.1 =

- Espèces qui peuvent être chassées dans la zone géographique maritime et terrestre d'application de la directive.
- Cela concerne une liste de 24 espèces (1979).
- Exemples : pigeon ramier (*Columba palumbus*), perdrix grise (*Perdix perdix*)...

→ L'annexe II.2 =

- Espèces qui peuvent être chassées seulement dans les Etats membres pour lesquels elles sont mentionnées.
- Cette liste a été modifiée en 1994 (94/24).
- Elle comporte 56 espèces (en 1999).
- La liste précise donc les Etats membres dans lesquels ces espèces sont chassables.

③ **Annexe III**

- Globalement, l'annexe III énumère les espèces qui peuvent faire l'objet de transactions commerciales (vente sous certaines conditions).
- En effet, pour toutes les espèces d'oiseaux sauvages présentes en Europe, un certain nombre d'activités (commerciales) sont interdites.
- Ces activités sont :
 - La vente
 - Le transport pour la vente
 - La détention pour la vente
 - La mise en vente des oiseaux vivants et des oiseaux morts ainsi que de toute partie ou de tout produit obtenu à partir de l'oiseau, facilement identifiables.
- L'annexe III énumère donc les espèces pour lesquelles ces activités ne sont pas interdites (pour autant que les oiseaux aient été licitement tués ou capturés ou autrement licitement acquis).
- L'annexe III comprend 2 parties distinctes :

→ L'annexe III.1 =

- Espèces pour lesquelles les activités en question ne sont pas interdites
- A condition bien sûr que les oiseaux aient été licitement tués ou capturés ou autrement licitement acquis.
- Liste comprenant 7 espèces (en 1997) :
 - Canard colvert (*Anas platynchos*)
 - Lagopède des saules (*Lagopus lagopus scotius et hibernicus*)
 - Perdrix rouge (*Alectoris rufa*)
 - Perdrix de barbarie (*Alectoris barbara*)
 - Faisan de chasse (*Phasianus colchicus*)
 - Pigeon ramier (*Columba palumbus*)

→ L'annexe III.2 =

- Espèces pour lesquelles les activités en question sont permises, mais pour lesquelles les Etats membres peuvent prévoir des limitations (restrictions en quelque sorte).
- Autrement dit, il s'agit d'espèces dont l'autorisation de commercialisation est soumise à conditions.
- Pour ces espèces, chaque Etat membre qui souhaite accorder une telle autorisation consulte au préalable la Commission Européenne.
- Celle-ci examine l'impact possible d'une commercialisation des spécimens de l'espèce en question, selon toute prévision raisonnable.
- Cette commercialisation ne doit pas mettre en danger le niveau de population, la distribution géographique ou le taux de reproductivité de celle-ci dans l'ensemble de la Communauté.
- Dans le cas où un réel danger existe, la Commission adresse à l'Etat membre une recommandation qui est publiée au JO des C.E.E.
- L'Etat membre qui accorde quand même l'autorisation de commercialisation doit vérifier à intervalles réguliers si les conditions requises pour l'octroi de cette autorisation sont encore remplies.
- Liste comprenant 19 espèces (en 1979).

- Espèces sous surveillance
- Prélèvements réguliers de populations

- Oie cendrée (*Anser anser*)
- Canard siffleur (*Anas penelope*)
- Sarcelle d'hiver (*Anas crecca*)
- Canard pilet (*Anas acuta*)
- Fuligule Milouin (*Aythya ferina*)
- Fuligule morillon (*Aythya fuligula*)
- Eider à duvet (*Somateria mollissima*)
- Lagopède des Alpes (*Lagopus mutus*)
- Grand Tétrás (*Tetrao urogallus*)
- Foulque macroule (*Fulica atra*)
- Oie rieuse (*Anser albifrons*)
- Canard souchet (*Anas clypeata*)
- Fuligule milouin (*Aythya marila*)
- Macreuse noire (*Melanitta nigra*)
- Tétrás lyre (*Tetrao tetrix* - (*Lyrurus tetrix*))
- Pluvier doré (*Pluvialis apricaria*)
- Bécassine sourde (*Limnocryptes minimus*)
- Bécassine des marais (*Gallinago gallinago*)
- Bécasse des bois (*Scolopax rusticola*).

- Remarque importante : les sanctions pénales en cas d'infractions.
 - Cela relève du droit français puisqu'il s'agit d'une directive européenne.
 - Le texte de référence relève du Code rural (aujourd'hui intégré au Code de l'environnement, comme pour les listes nationales et régionales d'espèces protégées. (article L.215-1). Il existe 2 niveaux de sanctions :
 - Les espèces intégralement ou partiellement protégées :
 - Débit pouvant entraîner une peine d'amende pouvant aller jusqu'à 10000 euros (le double en cas de récidive).
 - Peine de prison pouvant aller jusqu'à 6 mois.
 - Les espèces dont la cueillette est réglementée par arrêté préfectoral :
 - Contravention de 4^{ème} classe.
 - Montant maximal de l'amende : 800 euros.
- Autre remarque importante : le système des dérogations.
 - Il existe en effet un système dérogatoire.
 - Cela veut dire que des dérogations sont possibles, s'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante, pour les motifs suivants :
 - Dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques :
 - Dans l'intérêt de la sécurité aérienne.
 - Pour prévenir des dommages importants aux cultures, au bétail, aux forêts, aux pêcheries et aux eaux.
 - Pour la protection de la flore et de la faune
 - Pour des fins de recherche et d'enseignement, de repeuplement, de réintroduction ainsi que pour l'élevage se rapportant à ces actions.
 - Pour permettre, dans ces conditions strictement contrôlées et de manière sélective, la capture, la détention ou toute autre exploitation judicieuse de certains oiseaux en petites quantités.
 - Les dérogations doivent mentionner :
 - Les espèces qui font l'objet d'une dérogation.
 - Les moyens, installations ou méthodes de capture ou de mise à mort autorisées.
 - Les conditions de risque et les circonstances de temps et de lieu dans lesquelles ces dérogations peuvent être prises.
 - L'autorité habilitée à déclarer que les conditions exigées sont réunies, à décider quels moyens, installations ou méthodes peuvent être mis en œuvre, dans quelles limites et par quelles personnes.
 - Les contrôles qui sont opérés.
 - Un contrôle est fait chaque année, pour éventuellement supprimer la dérogation.